

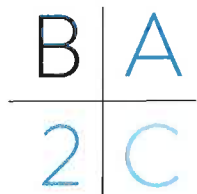
**ASSOCIATION HABITAT
ET HUMANISME PROVENCE**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE
AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos au 31 décembre 2025

Société d'Expertise
Comptable
et de Commissariat
aux Comptes

146 Rue Paradis
Immeuble Noilly Paradis 8ème étage
13006 Marseille
Tél : +33(0)4 91 13 80 94
aec@aec.expert

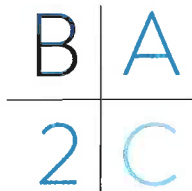


**ASSOCIATION HABITAT ET
HUMANISME PROVENCE**

*Siège Social : 16, Boulevard des Aciéries
13010 Marseille*

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos au 31 décembre 2025



ASSOCIATION HABITAT ET HUMANISME PROVENCE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS 2025

A l'Assemblée générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association HABITAT ET HUMANISME PROVENCE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

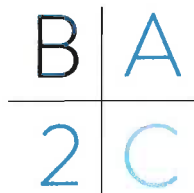
Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie «Responsabilités» du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels» du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaires aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

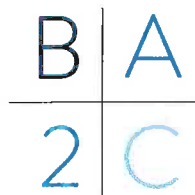
Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée Générale.

Responsabilités de la direction

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son activité, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité de son activité et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.



Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son activité. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies

- ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Marseille, le 26 avril 2026

François BARRUS
Commissaire aux Comptes



Bilan Actif

		31/12/2025			31/12/2024
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
Etat exprimé en euros Règlement ANC 2022-06					
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement (I)				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires				
	Autres immobilisations incorporelles	1 190	1 190		
	Imm. inc. en cours, avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions	47 360	29 043	18 318	28 815
	Installations techniques,mat. et outillage indus.	24 063	14 258	9 805	11 278
	Autres immobilisations corporelles	579 927	553 173	26 755	48 373
	Imm. corp. en cours, avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
ACTIF CIRCULANT	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations	132 716		132 716	124 316
	Titres imm. de l'activité de portefeuille				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	15		15	15
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	20 819		20 819	21 929
	TOTAL (II)	806 090	597 663	208 427	234 727
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production				
	Produits finis				
	Marchandises				
COMPTES DE REGULARISATION	Avances et Acomptes versés sur commandes	331		331	544
	CREANCES (2)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	223 248	169 089	54 159	79 184
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	130 222		130 222	199 081
	Charges constatées d'avance	19 780		19 780	19 117
	Valeurs mobilières de placement	44 654		44 654	44 654
	Instruments financiers et jetons détenus				
	Disponibilités	824 185		824 185	1 097 239
	TOTAL (III)	1 242 420	169 089	1 073 331	1 439 818
COMPTES DE REGULARISATION	Frais d'émission des emprunts (IV)				
	Primes de remboursement des emprunts (V)				
	Ecarts de conversion et différences d'évaluation Actif (VII)				
	TOTAL ACTIF (I à VII)	2 048 511	766 753	1 281 758	1 674 545

(1) dont immobilisations financières à moins d'un an	20 819
(2) dont créances à plus d'un an	

Bilan Passif

Etat exprimé en euros
Règlement ANC 2022-06

		31/12/2025	31/12/2024
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	584 430	584 430
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
FONDS PROPRES	Autres		
	Report à nouveau	(169 580)	(167 482)
	Excédent ou déficit de l'exercice	17 328	(2 098)
	Total des fonds propres (situation nette)	432 177	414 850
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	510	638
	Provisions réglementées	173 361	173 361
	Total des autres fonds propres	173 871	173 999
	Total des fonds propres	606 049	588 849
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public	2 874	
	Total des fonds reportés et dédiés	2 874	
Provisions	Provisions pour risques	749	3 724
	Provisions pour charges	199 769	159 769
	Total des provisions	200 518	163 493
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit		437 000
	Emprunts et dettes financières divers (2)	71 053	81 857
	Instruments financiers à terme		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	153 761	208 860
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	211 840	162 562
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
DETTES (1)	Autres dettes	35 663	31 924
	Produits constatés d'avance (1)		
	Total des dettes	472 317	922 203
	Ecarts de conversion et différences d'évaluation - Passif		
TOTAL PASSIF		1 281 758	1 674 545
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		17 327,72	(2 097,97)
(1) Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)		472 317	852 361
(2) Dont emprunts participatifs			

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros
Règlement ANC 2022-06

		31/12/2025	31/12/2024
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	2 550	2 160
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	976 500	988 727
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions	937 651	1 079 470
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	118 767	153 986
	Mécénats	5 044	500
	Legs, donations et assurances-vie	8 400	6 450
	Contributions financières	40 490	42 546
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions	35 810	62 873
	Utilisations des fonds dédiés		
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	26 087	
	Autres produits	86 806	46 352
Total des produits d'exploitation		2 238 105	2 383 064
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes	1 197 094	1 237 248
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	48 831	78 647
	Salaires	563 199	654 555
	Cotisations sociales	260 975	292 774
	Dotation aux amortissements et dépréciations	75 498	76 490
	Dotation aux provisions	40 000	35 224
	Reports en fonds dédiés	2 874	
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées	5 198	
	Autres charges	39 369	50 405
Total des charges d'exploitation		2 233 038	2 425 343
RESULTAT D'EXPLOITATION		5 067	(42 280)

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros
Règlement ANC 2022-06

		31/12/2025	31/12/2024
RESULTAT D'EXPLOITATION		5 067	(42 280)
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé	15 526	13 180
	Autres intérêts et produits assimilés		
	Reprises sur dépréciations et provisions		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		349 950
	Produits des immobilisations financières cédées		
Total des produits financiers		15 526	363 130
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	7	21
	Différences négatives de change		
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		336 804
	Charges nettes sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
Total des charges financières		7	336 825
RESULTAT FINANCIER		15 518	26 305
RESULTAT COURANT avant impôts		20 586	(15 975)
	Produits exceptionnels		41 063
	Charges exceptionnelles		21 168
RESULTAT EXCEPTIONNEL			19 895
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		3 258	6 018
TOTAL DES PRODUITS		2 253 631	2 787 256
TOTAL DES CHARGES		2 236 303	2 789 354
EXCEDENT ou DEFICIT		17 328	(2 098)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature		1 028	270
Prestations en nature			
Bénévolat		272 999	
TOTAL		274 027	270
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature		1 028	270
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole		272 999	
TOTAL		274 027	270

Annexe libre

Etat exprimé en euros

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

Habitat et Humanisme Provence est une association régie par la loi de 1901 qui agit en faveur du logement, de l'insertion et de la recreation de liens sociaux. Elle dispose à ce titre de 3 pensions de famille et une résidence intergénérationnelle.

L'association dispose de financements publics notamment pour les 3 pensions de familles (DDCS) et la résidence intergénérationnelle St Just mais également de ressources privées issues des dons et mécénat.

Autres éléments significatifs :

L'association est composée de 5 établissements :

- La pension de famille "Nid St Georges" à la Bouilladisse de 25 logements
- La pension de famille "Hippone" dans le quartier St Just à Marseille de 25 logements.
- La "Maison Intergénérationnelle St Just" également dans le quartier de St Just à Marseille qui comprend 28 logements.
- La pension de famille "Cézanne" à Aix en Provence disposant de 25 logements.
- Le "siège" associatif

Chaque établissement dispose d'une comptabilité autonome faisant l'objet d'une combinaison pour l'établissement des comptes annuels. Les flux inter établissement ont fait l'objet d'une neutralisation, cela concerne essentiellement les "frais de siège".

Changement de méthode

Le règlement ANC n° 2022-06 du 4 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025. Il en est de même pour le règlement ANC 2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant le règlement ANC 2018-06.

Ainsi, pour tout exercice ouvert à compter du 1er janvier 2025, l'Association présente ses états financiers conformément aux dispositions et aux modèles figurant dans ces Règlements.

Annexe libre

Etat exprimé en **euros**

La première application du Règlement correspond au changement de réglementation, donc au changement de méthode comptable, y compris lorsque les conséquences de ce changement n'ont d'incidence que sur la présentation des états financiers.

Les dispositions du Règlement s'appliquent à compter de l'exercice de première application sans emporter de conséquences sur les comptes antérieurs, autres que les reclassements nécessaires pour se conformer aux nouveaux modèles de bilan et de compte de résultat lors du premier exercice d'application.

En dehors de la suppression du résultat exceptionnel, aucun élément significatif n'est à signaler en raison de l'application du nouveau règlement pour l'association.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **1 281 758** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **2 253 631** euros et un total **charges** de **2 236 303** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **17 328** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2025** et finit le **31/12/2025**.
Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du règlement 2022-06 de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêté ministériel du 26 décembre 2023, modifiant le règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables relatif au Plan Comptable Général.

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks et en cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les produits en cours de production ont été évalués à leur coût de production.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Immobilisations

Etat exprimé en euros Règlement ANC 2022-06		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2025
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	1 190					1 190
	TO TAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 190					1 190
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre	35 040				15 640	19 400
	sur sol d'autrui	3 200					3 200
	instal. agencet aménagement	24 760					24 760
	Instal technique, matériel outillage industriels	24 063					24 063
	Instal., agencement, aménagement divers	322 913					322 913
	Matériel de transport	31 892					31 892
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	225 122					225 122
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	TO TAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	666 991				15 640	651 351
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations	124 316		8 400			132 716
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés	15					15
	Prêts et autres immobilisations financières	21 929			1 111		20 819
	TO TAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	146 260		8 400	1 111		153 550
TO TAL		814 441		8 400	1 111	15 640	806 090

Amortissements

Etat exprimé en euros		Durée ou taux	Mode d' amts	Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2025
					Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres			1 190			1 190
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			1 190			1 190
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre			24 411	2 184	10 442	16 152
	sur sol d'autrui			1 574	320		1 894
	instal. agencement aménagement			8 201	2 796		10 997
	Instal technique, matériel outillage industriels			12 785	1 473		14 258
	Autres Instal., agencement, aménagement divers			279 232	12 278		291 511
	Matériel de transport			18 217	5 678		23 895
	Matériel de bureau, mobilier			227 372	1 420		228 792
	Emballages récupérables et divers			6 732	2 242		8 974
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES			578 524	28 392	10 442	596 473
TOTAL				579 714	28 392	10 442	597 663

Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2025
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres	173 361			173 361
	PROVISIONS REGLEMENTEES	173 361			173 361
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges	3 724		3 724	
	Pour garanties données aux clients				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	159 769	40 000	(749)	200 518
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	163 493	40 000	2 975	200 518
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers	154 818	47 106	32 835	169 089
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	154 818	47 106	32 835	169 089
TOTAL GENERAL		491 672	87 106	35 810	542 968
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			87 106	35 810	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Etat exprimé en euros Règlement ANC 2022-06	Fonds propres clôture 31/12/2024	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2025
Fonds propres sans droit de reprise	584 430				584 430
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité					
Autres réserves					
Report à nouveau	(167 482)	(2 098)			(169 580)
Excédent ou déficit de l'exercice	(2 098)	2 098	17 328		17 328
Situation nette	414 850		17 328		432 177
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	638			128	510
Provisions réglementées	173 361				173 361
TOTAL	588 849		17 328	128	606 049

Variation des Subventions d'Investissement

Etat exprimé en euros	Subventions à la clôture 31/12/2024	Augmentation	Diminution	Subvention à la clôture 31/12/2025
Subventions d'investissement				
Subventions d'équipement	1 276			1 276
Autres subventions d'investissement				
Montant nominal	1 276			1 276
Quotes-parts virées au compte de résultat	638	128		766

Détail concours publics et subventions

Libellé	Concours publics	Subventions d'exploitation	Subventions d'investissement
IML 2025		161 208	
METROPOLE - FONDS AIDE AUX JEUNES		15 000	
VILLE DE MARSEILLE - ACCOMPAGNEMENT SO		6 000	
CONVENTION OBJECTIF 2025		690 398	
DDETS - AGLS + SEGUR		14 454	
CAF AIDE FONCT 2025		9 000	
FNAVDL		14 500	
DDETS - Convention objectif pension famille		26 964	
Totalisation		937 524	

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros
Règlement ANC 2022-06

		31/12/2025	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	20 819	20 819	
	Clients, usagers douteux ou litigieux	14 602	14 602	
	Autres créances clients, usagers	208 647	208 647	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	20	20	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés	16 979	16 979	
	Divers			
	Confédération, fédération, union, entités affiliées	39 313	39 313	
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	73 909	73 909	
	Charges constatées d'avance	19 780	19 780	
	TOTAL DES CREANCES	394 069	394 069	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)		39 313		

		31/12/2025	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers	71 053	71 053		
	Fournisseurs et comptes rattachés	153 761	153 761		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	59 683	59 683		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	90 423	90 423		
	Impôts sur les bénéfices	3 258	3 258		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	58 476	58 476		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	35 663	35 663		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
	TOTAL DES DETTES	472 317	472 317		
Emprunts souscrits en cours d'exercice		(435 789)			
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2025
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION		19 780	19 780
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			19 780

--

Honoraires des Commissaires aux Comptes

Etat exprimé en euros Règlement ANC 2025-01	Commissaire aux comptes 1				Commissaire aux comptes 2			
	31/12/2025	31/12/2024	%	%	31/12/2025	31/12/2024	%	%
Honoraires des commissaires aux comptes certifiant les comptes								
Honoraires afférents à la certification des comptes	5 400	5 400	100,00	100,00				
Honoraires afférents à la certification des informations en matière de durabilité (*)								
Honoraires afférents aux services autres que la certification des comptes et la certification des informations en matière de durabilité								
Total	5 400	5 400	100,00	100,00				

(*) pour les missions prévues au II de l'article L.821-54 du code de commerce

Honoraires des commissaires aux comptes (CAC) ne certifiant pas les comptes et des Organismes tiers indépendants (OTI) pour la certification des informations en matière de durabilité								
Honoraires des commissaires aux comptes (CAC) ne certifiant pas les comptes et des Organismes tiers indépendants (OTI) pour la certification des informations en matière de durabilité (*)								

(*) pour les missions prévues au II de l'article L.821-54 du code de commerce pour les commissaires aux comptes et à l'article L.822-24 du code de commerce pour les OTI »

Rémunérations des Dirigeants

Etat exprimé en euros

31/12/2025

Rémunérations des membres :

- des organes d'administration
- des organes de direction
- des organes de surveillance

En application du principe du respect du droit des personnes, cette information n'est pas toujours servie, car elle aurait pour effet indirect de fournir des renseignements à caractère individuel.

En l'application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006, le montant total des rémunérations versées au cours de cette exercice au trois plus hauts cadres dirigeants, bénévoles et salariés de l'association, s'élève à 0 Euros.